

Edition Abonnés - Fait du Jour**« Une phase de doute, de critiques »****JEAN-DOMINIQUE
spécialiste de l'Europe**

Jean-Dominique Giuliani préside la Fondation Robert-Schuman qui vient de publier « l'Etat de l'Union » pour 2009 (Editions Lignes de repères). **Ce sondage est-il inquiétant pour l'Europe ? Jean-Dominique Giuliani.** Il reflète une période de crise. Je vois, chez les Français, un accord de raison sur les fondements de l'Union européenne : la paix, la place de la France dans le monde, des réalisations concrètes en matière d'infrastructures... Les Français ne sont pas antieuropéens. Les avis négatifs marquent une réticence, des inquiétudes. On constate aussi une mauvaise information sur l'Europe. Exemple : ils se méfient de ses effets sur la protection sociale, alors que ce n'est absolument pas dans les compétences de l'Union ! **Ne lui reproche-t-on pas aussi de ne pas avoir réagi assez fort face à la crise ?**

Un plan européen pour l'industrie automobile aurait été inférieur, par les crédits engagés, à ce que les pays ont mis sur la table.

GIULIANI,

L'Europe a un budget représentant à peine 1 % de son PIB global. On n'a pas voulu lui donner de budget, les moyens d'action sont encore dans les mains des Etats membres. L'Europe est une construction progressive, elle provoque une forte attente chez les Français, qui sont déçus de ne pas la voir agir. On est dans une phase transitoire d'inquiétude, de doute, de critique. On aimerait qu'elle soit plus efficace, plus engagée, plus proche des citoyens. J'ai l'impression que les Français sont prêts à lui donner plus de compétences. **Retrouve-t-on, comme lors du référendum de 2005, une méfiance vis-à-vis d'une Europe jugée trop libérale ?**

Cette méfiance reste une spécialité nationale. Comme on dit, « on sait ce qu'on a, on ne sait pas ce qu'on aura ». Face à un monde qui change, le premier réflexe est de se méfier, de refuser la montée des échanges et des nouveaux pays concurrents. Les Français veulent garder leur protection sociale, leur système éducatif, leur modèle. Cette posture est minoritaire en Europe. Nos partenaires

sont plus ouverts sur le monde. **L'euro est critiqué...**

On n'explique pas assez que, sans l'euro, la France aurait sûrement connu trois dévaluations, entre le vote Le Pen en 2002, les émeutes dans les banlieues et la crise. Sans l'euro, les Français auraient perdu 25 % de leur pouvoir d'achat. **Pourquoi attend-on une forte abstention ?**

Les gens se passionnent quand il y a un enjeu politique. Or, la classe politique ne valorise pas assez les engagements européens et le bénéfice que nous en tirons. Le débat national ne s'est pas approprié l'Europe.

Propos recueillis par Henri Vernet